

Les Espagnols invités à retirer leur argent des banques catalanes avant le premier octobre

écrit par Marcher sur des oeufs | 10 septembre 2017

Ça s'excite en Espagne à cause de la fièvre indépendantiste catalane.

On ne peut s'empêcher malgré tout de remarquer que les alertes au loup sont pourtant les mêmes que celles qui sont lancées en ce qui concerne les eurosceptiques. Oui ! C'est étrange parce que l'Espagne comme la majorité des pays européens est pro-UE, mais la Catalogne est sans doute la communauté autonome d'Espagne la plus branchée UE. D'où il ressort que l'armement ayant fait ses preuves dans d'autres situations, on le ressort même entre UE sympathisants pour maîtriser les populations.

Ceci dit, l'Espagne, dans ce cas ne livre pas bataille aux catalans non par crainte que la Communauté Autonome se retire du giron UE, mais plutôt de celui de l'Espagne.

C'est un nouveau parti politique, Solucionista, qui livre la bataille.

SOLUCIONISTA – Parti Politique

<http://www.solucionistaespana.com/> – (non accessible pour l'instant, en construction)

– Sa page facebook : <https://www.facebook.com/-partidosolucionista/> TRADUCTION de la présentation du Parti sur Facebook .::

SOLUCIONISTA est née en réponse à un système qui entraîne des chômeurs à plus de six millions d'Espagnols et chaque jour envoie plus de citoyens vers une pauvreté irréversible. Parallèlement, nous voyons comment les communautés autonomes sont une source inépuisable de malversation et comment par le

moyen des charges syndicales elles ont fait main basse sur l'argent des chômeurs ou ont dépensé des fonds publics dans des cas comme «Gurtel», «Brugal», «Emarsa», «Fabra», «Palma» ou «Barcenas» et ce qui a eu pour conséquence que ce groupe de femmes et d'hommes espagnols indépendants d'autres partis politiques constituent SOLUCIONA.

► ARTICLE : SOLUCIONA avertit les Espagnols de retirer des dépôts auprès des banques catalanes avant le 1er octobre

URL :

<http://www.alertadigital.com/2017/09/08/solucion-a-advierte-a-los-espanoles-que-retiren-sus-depositos-de-los-bancos-catalanes-antes-del-1-de-octubre/>

DATE : 08/09/2017

IMG : La CAIXA (Banque catalane)

::

<http://www.alertadigital.com/wp-content/uploads/2017/09/corralito-caixa1.png>

Face au risque d'une rupture unilatérale de la Catalogne avec le reste de l'Espagne, SOLUCIONA a fait appel aujourd'hui aux clients des banques catalanes pour retirer leurs dépôts devant la perspective du manque prévisible de liquidité qu'auraient ces entités pour effectuer les remboursements du 2 octobre. Le parti identitaire indique les noms de CaixaBank et Banco Sabadell comme deux entités qui ne pouvaient pas garantir la liquidité des dépôts.

« Bien qu'il soit vrai qu'il existe un Fonds de garantie des dépôts (espagnol) qui couvre le manque de liquidité des banques jusqu'à un maximum de 100 000 (cent mille) euros, la réalité est qu'à partir du 2 octobre, si la Catalogne commence à appliquer la loi de transition qui en fera une république, par conséquent, un État indépendant, le-dit fonds, évidemment, refusera de s'occuper des manquements qui se produiraient dans la région ou dans les banques qui ont leur siège social dans cette communauté autonome, et donc ils seront soumis aux règlements de la Generalitat » , clarifie SOLUCIONA.

Pour cette raison, SOLUCIONA recommande aux clients des banques catalanes de transférer leurs dépôts, leurs modalités et leurs parts fixes aux entités espagnoles de premier rang afin d'éviter des pertes irrécupérables. Il souligne également que la Generalitat « pratiquement brisée », cela rendrait impossible aux institutions financières catalanes de respecter leurs engagements de paiement. *« Nous pressentons pour la Catalogne un ensemble de mesures politiques restrictives financières du style argentin. Il n'y aura d'autres options que la saisie, manu militari, des dépôts des clients dans les banques catalanes, de sorte qu'ils ne pourront pas extraire de grandes quantités d'argent. La situation en Catalogne est mauvaise, mais ce sera pire dans les prochains mois »* , explique la formation de l'identité sociale.

SOLUCIONA souligne que ses conclusions sont soutenues par les patrons du secteur financier, qui ont déjà averti en 2015 que si l'appartenance de la Catalogne à la zone euro de l'Espagne dans son ensemble n'était pas préservée, l'objectif des institutions financières serait gravement compromis, qui n'est autre que protéger les déposants. *« C'est-à-dire que les banques catalanes ne pourront pas protéger l'argent des comptes courants si la Generalitat, transformée en gouvernement catalan, décide de bloquer les fonds, limitant les retraits d'argent pour éviter la fuite massive de capitaux qui découlerait de la sortie de la zone de la monnaie unique »* .

Ils ont également déclaré que si la sécession se produit, «la rupture unilatérale du cadre constitutionnel actuel signifierait que toutes les entités bancaires présentes en Catalogne seraient confrontées à de graves problèmes d'incertitude juridique».

SOLUCIONA rappelle également que les prêts accordés par les institutions financières sont libellés en euros et doivent être retournés dans la même monnaie, de sorte que le remboursement des dettes contractées jusqu'à ce moment aurait un coût plus élevé.

Pour toutes ces raisons et compte tenu du risque évident d'une cassure territoriale, SOLUCIONA insiste sur le fait de

recommander aux citoyens de « retirer leurs économies des banques opérant ou ayant leur siège social dans la communauté autonome de Catalogne avant que les contrôles ne soient établis pour le retrait de cet argent, qui est ce qu'on appelle un ensemble de mesures financières restrictives » .

En outre, le parti fondé et présidé par le directeur de l'AD, Armando Robles, prévient que la situation de la faillite en Catalogne empêcherait le gouvernement catalan de faire face au paiement des pensions.

::. Défaite de l'ordre constitutionnel et de la « guerre » envers les produits catalans .::

D'autre part, SOLUCIONA a déclaré que la sécession de la Catalogne supposerait avant tout la «défaite de la nécessaire règle du droit et de l'ordre constitutionnel actuel», de sorte qu'il ferait appel aux citoyens espagnols pour qu'ils cessent de se soumettre à l'autorité de l'Etat . « Avec quelle légitimité morale un Espagnol pourrait-il être obligé de se conformer aux règles et à leurs obligations fiscales si la rupture de cet état est consommée par la trahison de ses dirigeants ? », Demande-t-il.

« En plus de faire appel à l'insurrection civique, SOLUCIONA défendra le renversement de la monarchie et l'illégalisation du système qui a provoqué cet énorme échec ». De même, en cas de panne de la nation espagnole, SOLUCIONA préconise des mesures de force pour éviter la présence de produits catalans dans les vastes zones installées en dehors de la Catalogne « .

Non moins importante est la position du parti en faveur de l'établissement de «contrôles frontaliers avec des barbelés» pour empêcher les plus de 500 000 musulmans résidant en Catalogne, dont beaucoup sont les djihadistes, de s'installer ailleurs en Espagne dans une hypothétique république catalane indépendante.

Enfin, SOLUCIONA souligne que si le défi de l'indépendance n'est pas arrêté avec les instruments dont dispose l'État, il

demandera aux forces armées de prendre le pouvoir et de détenir les responsables du «processus séditionnel».